

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 11 (1983)

DOI: 10.11588/fr.1983.0.51379

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

équipe. En l'attendant, professeurs et étudiants disposent du travail de M. Müller avec ses solides mérites.

Louis CHÂTELLIER, Strasbourg

Gerd VAN DEN HEUVEL, Grundprobleme der französischen Bauernschaft. 1730–1794. Soziale Differenzierung und sozio-ökonomischer Wandel vom Ancien Regime zur Revolution, München, Wien (Oldenbourg), 1982, 138 p. (Ancien Regime, Aufklärung und Revolution, 6).

Dans l'excellente collection dirigée par Rolf Reichardt et Eberhard Schmitt, G. van den Heuvel nous livre, en moins de 140 pages, un essai d'une grande qualité sur les «Problèmes fondamentaux de la paysannerie française», dont le sous-titre indique l'ambition: dépasser les limites historiographiques traditionnelles, en envisageant la période 1730–1800; montrer les changements intervenus dans la société et l'économie pendant ces décennies; apprécier les conséquences des événements révolutionnaires.

A la base de cet ouvrage, le dépouillement à peu près exhaustif de la littérature historique utilisable, avant tout en français, mais aussi en allemand et en anglais: grandes thèses classiques, ouvrages théoriques, colloques, articles de revues – dont certaines publications régionales relativement peu connues. Rien d'important n'a été négligé et l'on peut admirer l'abondance de la bibliographie. Mais plus encore l'esprit de synthèse de l'auteur qui a su rassembler les données, souvent divergentes, parfois contradictoires, des études publiées. Les combats idéologiques suscités par le phénomène révolutionnaire ne sont pas ignorés et l'on en trouvera l'écho dans ces pages, spécialement dans le chapitre 6, où est évoquée la controverse entre les «révisionnistes» (Furet et Richet) et le regretté Albert Soboul.

Certes, le public français instruit des travaux récents sur l'histoire rurale ne fait pas ici de découvertes, mais ce petit livre, «ambitieux et profitable», comme l'écrit A. Poitrineau dans son alerte préface sera une excellente introduction au problème posé. En dix chapitres brefs et clairs, l'auteur fait le tour des questions, résume les acquis de l'historiographie, en présente la synthèse tout en analysant les thèses en présence.

Les sept premiers chapitres concernent la situation du monde paysan à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et l'évolution depuis les années trente: structures et hiérarchies sociales au sein de la paysannerie, répartition de la propriété du sol entre les groupes, modes de faire-valoir, avec une analyse fine de métayage, place et poids de la seigneurie, problèmes des biens collectifs, développement des antagonismes au sein de la paysannerie comme entre celle-ci et les autres groupes sociaux. Toute synthèse comporte évidemment le risque de simplification. Définir un groupe supérieur de la paysannerie suppose une appréciation des conditions régionales différentes: les «gros laboureurs» ne sont pas les mêmes en Vivarais et en Picardie, même si, à l'échelon villageois, ils forment également le petit groupe dominant. De même, la frontière entre ce que l'auteur appelle la strate inférieure et ce qu'il nomme le «prolétariat» apparaîtra un peu artificielle. Les uns et les autres doivent recourir au travail salarié, rural ou artisanal... On admirera l'analyse des discussions autour du problème du «passage du féodalisme au capitalisme» et de la nature de la réaction seigneuriale. Anticipant sur sa conclusion, l'auteur souligne, à la suite de Morineau, les faibles progrès réalisés avant 1840, là où la «libération» des forces productives par l'abolition des entraves féodo-seigneuriales aurait dû provoquer un accroissement de la productivité et des volumes globaux produits.

Les trois derniers chapitres rappellent la législation révolutionnaire en matière agraire, des décrets consécutifs à la nuit du 4 août aux mesures montagnardes modifiant le régime de la vente des biens nationaux ou réglant le partage des communaux. L'auteur fait le bilan nuancé de la

vente des biens nationaux et tente, dans un dernier chapitre d'esquisser les conséquences des événements à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les conclusions soulignent les continuités plus que les ruptures. Et même les reculs. L'auteur souligne que la hausse de la rente foncière a largement compensé la diminution des charges féodales pour les fermiers; que les propriétaires non ruraux ont continué à n'effectuer que des réinvestissements très limités dans leurs domaines; que le recul relatif de la grande exploitation affermée a retardé l'évolution vers les formes capitalistes et même que le groupe dynamique des grands fermiers, en plaçant leurs capitaux dans l'achat de leur exploitation les a détournés de l'investissement productif.

Faut-il voir, dans ce maintien, par delà l'épisode révolutionnaire, qui aurait plutôt permis au statu quo ante de perdurer en bloquant les évolutions en cours, la cause du retard de la France dans le processus d'industrialisation? Avec François Crouzet et Robert Foster, Gerd van den Heuvel pose la question à la fin de son ouvrage.

Jean JACQUART, Paris

Steven Laurence KAPLAN, *Bread, Politics and Political Economy in the Reign of Louis XV*, 2 vol., la Haye (Martinus Nijhoff) 1976, 797 p. (Archives internationales des idées, 86).

L'ouvrage de Steven L. Kaplan, professeur d'histoire européenne à l'Université de Cornell, marque une étape dans le renouvellement de nos connaissances historiques sur les aspects politiques et sociaux de la question des subsistances dans la France d'Ancien Régime. Jean Meuvret, éminent spécialiste d'histoire économique et sociale, avait souligné les enjeux d'une recherche sur l'impact «public» de la question des subsistances dans les termes suivants: «Ce que nous avons appelé »le problème des subsistances« peut être envisagé au moins sur deux plans différents. D'une part les faits de structure et les phénomènes de conjoncture qui préparaient, annonçaient et amorçaient les grandes crises de disette peuvent être l'objet d'une étude» (tel est le cas des travaux de Jean Meuvret, en particulier »Le problème des subsistances à l'époque de Louis XIV«, Mouton, 1977) »Mais d'autre part... le problème des subsistances, c'est aussi l'ensemble des réactions que ces crises ont provoquées: administration et politique des subsistances et par ailleurs, répercussions sur la politique générale aussi bien extérieure qu'intérieure de l'Etat«. S. L. K. a largement réalisé, pour le règne de Louis XV, le souhait de l'historien français. La comparaison de l'étude de S. L. K. avec les publications anciennes mais toujours utiles de G. Weulersse sur »Le Mouvement physiocratique en France« (1910) met en évidence les nombreuses originalités du travail dont nous rendons compte.

Nouveauté d'abord au niveau des sources répertoriées et de leur utilisation. Une bibliographie de 73 pages (!) recense en premier lieu les archives et ouvrages de première main, puis en second lieu les ouvrages et articles érudits de seconde main. Les textes imprimés des contemporains du règne de Louis XV, systématiquement catalogués, sont confrontés, dans le fil du texte, avec des sources manuscrites d'une grande diversité: correspondances entre administrateurs, mémoires manuscrits, rapports de police, nouvelles »à la main«, textes parlementaires, documents fiscaux, archives familiales etc. ... L'enquête la plus poussée et la plus impressionnante porte sur les textes administratifs, de la simple lettre retrouvée dans un fonds d'archives départemental jusqu'au texte royal imprimé. L'originalité de certains chapitres – en particulier, celui sur la politique du contrôleur général des finances Terray (1769–1774) – repose, pour une grande part, sur un agencement subtil et érudit de textes administratifs éparpillés dans les fonds d'archives. Par ailleurs, la parution récente d'un second ouvrage intitulé *Le complot de famine: histoire d'une rumeur au XVIII<sup>e</sup> siècle* (traduction française, A. Colin, 1982) nous permet de comprendre le suivi d'une recherche, qui vise à utiliser, de façon